

Lettre de François Fillon aux évêques

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Culture de Vie](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 25 octobre 2016



L'ancien Premier ministre et candidat à la primaire de la droite et du centre, qui refuse d'abroger la loi Taubira et considère l'avortement comme un "droit fondamental", a écrit aux évêques de France pour répondre à leur texte récent « *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique* » :

« Au Conseil permanent de la Conférence des évêques de France.

Messieurs les Évêques,

J'ai lu avec attention le texte que vous avez adressé aux habitants de notre pays : « *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique* ». En prenant la parole sur des questions essentielles qui traversent notre pays, l'Eglise de France est dans son rôle. La gravité de votre propos doit nous interpeller, votre espérance aussi.

Comme vous le soulignez, « *la crise de la politique est d'abord une crise de confiance envers ceux qui sont chargés de veiller au bien commun et à l'intérêt général* ». Cette défiance, je m'efforce d'y répondre par un discours de vérité, avec le souci de restaurer un pouvoir digne dans ses comportements et efficace dans ses engagements.

Vous vous inquiétez « *d'une société en tension* », ébranlée par le chômage de masse et les inégalités. Oui cette crise éminemment sociale se double désormais d'une angoisse existentielle. L'avenir se heurte à nos conservatismes économiques et sociaux ; le repli individualiste prend le pas sur le goût de vivre ensemble ; l'homme contemporain cherche un sens à sa vie... Tout n'est pourtant pas sombre, et bien des Français se révèlent grands dans l'épreuve et sont disposés à relancer leur pays. Comme l'écrivait **Benoit XVI**, il faut « *saisir toutes les opportunités du bien, les espoirs, les nouvelles possibilités de l'Homme* ».

Je crois profondément que notre pays possède les ressources nécessaires pour se redresser.

Elles sont d'abord dans notre histoire, notre culture et nos valeurs.

Depuis trop longtemps, la France doute d'elle-même, alors que nous devrions être fiers de ce que nous avons reçu en héritage. La dignité de la personne humaine et la tolérance, le souci du faible et de l'égalité, l'esprit d'entreprendre et la liberté : autant de valeurs héritées du christianisme et des Lumières, autant de valeurs et d'idées qui ont germé en France et en Europe pour faire valoir une certaine conception de l'Homme. Sans elles, nous perdons de vue qui nous sommes, c'est-à-dire notre identité. L'enjeu est décisif, car si l'Europe et la France s'éloignent des valeurs qui les ont animées pendant des siècles, personne ne sera là pour les défendre. Face à la montée de ce que j'appelle le « totalitarisme islamique » nous devons opposer la certitude de nos valeurs, sans céder au relativisme. Confrontés à l'uniformité souvent écrasante de la mondialisation, nous devons rappeler la singularité de notre civilisation.

Après le Brexit et la crise des migrants, vous soulignez que la survie de l'Europe est posée. Oui, le divorce du Royaume-Uni constitue un précédent inquiétant dans l'histoire de l'Union européenne. Oui, l'afflux des migrants est un défi moral et politique. Nous devons être fidèles au droit d'asile, ce principe qui est aussi ancien que la chrétienté. Mais nous devons protéger nos frontières car il est impossible d'accueillir sans distinction tous les migrants au risque de ne plus pouvoir intégrer personne.

L'avenir de l'Europe sera un des grands défis du prochain Président de la République. Il faut, selon moi, nous écarter d'une conception trop bureaucratique. Il faut fixer à l'Union européenne des priorités stratégiques et renvoyer tout le reste à la responsabilité des nations. La zone euro doit être plus efficace et plus démocratique. Le tandem franco-allemand doit être réinventé car c'est la locomotive de l'Europe. Mais pour faire tout cela, il faut une France forte qui entraîne ses partenaires ! Aujourd'hui, il n'y a plus ni vision, ni leadership.

Vous en appelez à une nouvelle espérance pour les Français. Rien ne m'est plus cher, mais l'espérance commande des changements concrets. Notre pays est bloqué, il décroche sur le plan économique, il s'enfonce sous le poids des réglementations, des déficits et des dettes. « *L'espérance, c'est de faire face* », écrivait Georges Bernanos.

Mon projet est radical car la situation doit être radicalement changée. Je m'interdis toute démagogie : j'affirme que le progrès exige des efforts partagés, des adaptations.

J'ai fait de l'emploi ma priorité absolue. Oui, je vous rejoins, le chômage est la première des

inégalités. Il mine notre société de l'intérieur. Quand 2 millions de jeunes ne sont ni en formation ni en situation d'emploi, il n'est plus possible d'être immobile. Je veux donc lever toutes les entraves au développement des entreprises pour relancer une dynamique vertueuse de croissance et d'emplois. Je veux réformer le marché du travail, réformer la fiscalité du capital pour attirer des investisseurs en France...

Je crois à la force de la liberté. Vous le notez à juste titre : on constate « *des contraintes de plus en plus grandes qui corsètent la vie de chacun, et découragent beaucoup d'initiatives* ». On a tout nivelé, tout encadré, tout réglementé comme si nous préférions l'égalité dans la médiocrité, plutôt que la réussite au service de la justice. Partout où je me suis déplacé depuis trois ans, les Français m'ont dit à leur manière la même chose : « *Laissez-nous travailler ! Faites-nous confiance !* ». Je veux rendre de la liberté aux Français car je suis certain que c'est la clé d'une société plus dynamique et véritablement plus généreuse, plus créatrice de richesses et offrant plus d'opportunités d'accomplissement à chacun.

Je défends un capitalisme qui ne s'affranchit pas de l'homme, un capitalisme créateur de richesses et outil d'émancipation pour les plus faibles. Mais je suis contre le capitalisme de connivence. Celui où des lobbies obtiennent des avantages au détriment du bien commun et de l'intérêt général. Où le chef d'entreprise qui a échoué empoche ses dividendes sans se soucier de ses salariés. La liberté économique n'est pas là.

La question sociale est au cœur de votre questionnement. Pour préserver notre modèle social, assurer des pensions de retraite dignes d'un travail de toute une vie, maintenir un système de soins de qualité pour tous, des réformes sont nécessaires : celle de l'allongement de la durée d'activité, seule en mesure de pérenniser notre système de retraite par répartition, celle aussi de l'alignement des régimes spéciaux de retraite sur le régime général.

La très grande pauvreté frappe encore un grand nombre de nos concitoyens. Vous êtes au cœur de cette détresse. Mes parents militaient à Emmaüs et je n'ai pas oublié les visages de ceux auxquels ils venaient en aide. Il peut arriver à tout le monde d'être soudainement cabossé par la vie. J'engagerai un plan d'action pluriannuel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, c'est-à-dire un texte législatif qui sera la charte de l'engagement de toute la Nation sur les fronts de la pauvreté en France.

Pour reconstruire notre contrat social, je crois à la famille. Elle est le premier cercle de nos solidarités, de nos tendresses, elle est au cœur de mon projet politique. La physionomie des familles françaises a évolué avec le temps. Le mariage pour tous a été voté. J'y étais hostile mais j'ai toujours indiqué que le législateur ne pourrait revenir là-dessus au risque de diviser à nouveau la société française. En revanche, je propose de réécrire le droit de la filiation pour figer le principe selon lequel un enfant est toujours le fruit d'un père et d'une mère. De ce principe découlent des conséquences : réserver l'adoption plénière aux couples hétérosexuels, limiter strictement l'accès à la PMA aux couples hétérosexuels stériles et interdire la GPA qui est une instrumentalisation inadmissible du corps des femmes. Il serait à l'honneur de la France de s'engager pour l'interdiction universelle des mères porteuses.

Sur la question des enjeux écologiques que vous évoquez, il est juste de saluer l'encyclique «

Laudato Si » du Pape **François**. Elle sonne comme un avertissement. Je prévois dans mon programme la mise en place au niveau européen d'une vraie taxe carbone à un niveau au moins égal à 30€ la tonne. C'est la seule manière d'inciter les pays à réduire fortement l'utilisation d'énergie carbonée. Je nous fixerai d'ailleurs un objectif proche de 0 % électricité d'origine fossile pour réduire les gaz à effets de serre et lutter contre le dérèglement climatique. L'effondrement accéléré de la diversité des espèces animales en France est également un sujet majeur, comme celui de la protection de la biodiversité.

La force de la France dépend de son unité, de ce sentiment d'appartenance à un destin partagé. Nous sommes une nation citoyenne, non une nation mosaïque. Quelles que soient nos origines, couleurs de peau, religions, nous formons le peuple français. L'individualisme, l'immigration non contrôlée, la montée des communautarismes menacent ce sentiment d'appartenance, tout comme l'absence de transmission aux jeunes générations. A l'école, la maîtrise des savoirs fondamentaux est essentielle pour que celles-ci aient les moyens de s'approprier notre culture et notre histoire. Le respect de l'autorité me semble fondamental pour apprendre aux jeunes à vivre en société. Je veux également instaurer une immigration par quotas. L'immigration choisie est le gage d'une intégration réussie. Les étrangers qui viennent en France et s'y installent doivent pouvoir démontrer leur volonté d'assimilation et d'appropriation de notre destin commun.

Confronté à la montée du « totalitarisme islamique », notre pays s'interroge sur la place des religions et sur la laïcité. Soyons fermes sur nos valeurs, fermes à l'égard de ceux qui défient la République et dérèglent l'harmonie sociale. Mais attention, à vouloir faire voter des lois pour durcir encore davantage les règles de la laïcité, nous risquerions de porter atteinte à la liberté religieuse, ce qui n'est pas acceptable à mes yeux. Catholiques, protestants, juifs, bouddhistes, musulmans eux-mêmes, n'ont pas à subir les conséquences du combat contre l'islam radical. Je souhaite que l'on regarde les problèmes en face. Actuellement, nous avons un problème avec une montée de l'intégrisme au sein de l'islam, pas avec les autres religions ! J'agirai pour qu'un islam de France respectueux de nos valeurs voie le jour, en même temps que j'appellerai nos concitoyens musulmans à rejeter ceux qui instrumentalisent leur foi.

Tels sont les éléments de réflexion qui m'ont été inspirés par la lecture de votre lettre. Etant candidat à la Présidence de notre pays, j'ai cru utile de vous faire connaître les valeurs et le projet qui fondent mon engagement.

C'est en confrontant et en associant nos idées que nous pourrions revivifier le débat public et enclencher, tous ensemble, notre redressement national.

Je vous prie d'agréer, Messieurs les Évêques, l'assurance de ma haute considération. »

François FILLON